



Lettre n°33 du 20 octobre 2017

Au sommaire :

- **Contre l'élitisme archaïque du « premier de cordée », l'action moderne et collective des travailleurs** - Isabelle Larroquet, Laurent Delage
- **Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière** - Daniel Minvielle
- **Changer le monde, est-ce possible ? Ou la courbe du développement de la révolution** - Yvan Lemaitre

Contre l'élitisme archaïque du « premier de cordée », l'action collective et moderne des travailleurs

Après la théorie du « ruissellement », selon laquelle l'enrichissement d'une poignée de privilégiés profiterait à l'immense majorité, Macron a déclaré lors de sa prestation télévisée de dimanche dernier : « *je crois à la cordée* », appelant à ne pas « *jeter des cailloux aux premiers de cordées* » ; ceux qui possèdent le capital devraient entraîner derrière eux tous les laissés pour compte en créant des emplois... Belle image d'une société idyllique, comme si les riches en faisaient profiter les pauvres, les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes !

Comme si, depuis plus de 30 ans, exonérations de cotisations patronales, suppression de la taxe professionnelle, CICE, et autres mesures mises en place par les différents gouvernements avaient en quoi que ce soit fait baisser le chômage. En 10 ans, malgré les cadeaux aux patrons, il est passé d'environ 4 à 6,3 millions toutes catégories confondues.

Par contre les profits se sont envolés. Au 1^{er} semestre 2017, ceux des entreprises du CAC 40 ont atteint 52,2 milliards contre 41,3 milliards à la même période l'année dernière.

Face à l'offensive de Macron, exprimant dans son cynisme et sa suffisance toute la brutalité des classes dominantes, il est plus que jamais nécessaire d'opposer nos réponses de classe, celles des travailleurs, pour qui la vie passe avant les profits, pour qui les intérêts de l'immense majorité de la population passent avant ceux de l'infime minorité des actionnaires.

Ne pas laisser morceler notre lutte, rassembler nos forces

Après la réussite des manifestations et des grèves du 12 et 21 septembre, celle des retraités du 28 septembre, la manifestation des salariés du secteur public du 10 octo-

bre appelée par l'ensemble des fédérations de fonctionnaires (une première depuis très longtemps) a rassemblé 400 000 personnes dans le pays.

Alors que l'appel à manifester passait sous silence la lutte contre les ordonnances, dans une bien curieuse conception de « l'unité » qui privilégie celle des appareils au détriment de la riposte commune des travailleurs du public et du privé, la journée du 10 a pris le contenu d'une manifestation contre Macron et ses réformes.

Dans les cortèges, des salariés du secteur public dénonçaient les attaques les visant plus particulièrement (blocage du point d'indice, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires,...), mais aussi la suppression des emplois aidés, la diminution des APL, les 3 milliards de cadeaux sur l'ISF, les ordonnances... Bref toute la politique de Macron et Philippe.

Des jeunes qui dénonçaient la baisse des APL et la précarisation des contrats étaient présents, comme des salariés du secteur privé, preuve que pour nombre de travailleurs cette journée était bien plus qu'une mobilisation « des fonctionnaires » et s'inscrivait dans la construction du mouvement contre le gouvernement.

FO et la CFE-CGC, poussés par leurs bases, ont été obligés d'annoncer qu'ils envisageaient une action commune avec la CGT contre les ordonnances Macron en novembre. En effet, les 12 et 21 septembre, 58 unions départementales et 8 fédérations professionnelles de FO, ainsi que 13 des 16 fédérations de la CFE-CGC étaient dans la rue contre leurs propres directions.

Ces prises de conscience et même ces ruptures montrent que des équipes militantes cherchent à faire converger le mécontentement contre l'ensemble des attaques du gouvernement et des patrons, que des militants du mouvement se politisent, conscients des difficultés pour mobili-

ser les travailleurs, mais aussi des freins à la mobilisation de par la politique des directions syndicales.

C'est dans ce contexte que se tiendra l'intersyndicale du 24 octobre. Contraints par leur base et par Macron qui ne veut lâcher aucun « grain à moudre », les directions syndicales sont obligées de prendre une nouvelle initiative.

Ce n'est pas la mobilisation qui s'essouffle, mais la politique des directions syndicales

La journée de « mobilisation » du 19 octobre à l'appel de la CGT, rejointe par Solidaires et la FSU, n'était pas prévue comme un prolongement des précédentes mobilisations. Appelée à minima, de façon éclatée, sans véritable appel à la grève dans la plupart des cas, elle ne pouvait entraîner au-delà des plus convaincus. Contrairement à ce que dit la presse sur « l'essoufflement du mouvement », la mobilisation et la colère des salariés, des militants sont toujours là. Cette journée a surtout exprimé l'absence de plan de bataille d'ensemble et de volonté d'affrontement de la part des directions syndicales, bien plus préoccupées par le « dialogue social » avec le gouvernement.

La CGT en particulier, appelle à « faire des cahiers revendicatifs entreprise par entreprise » pour s'opposer aux ordonnances, ce qui conduit à un morcellement des luttes. Après les routiers, les Ports et Docks, la CGT des raffineries menace de faire grève reconductible à partir du 23 octobre pour sécuriser sa convention collective, les transports publics appellent à la grève sur les salaires le 20 octobre, etc.

Cet éparpillement des mobilisations affaiblit le mouvement, ne lui permet pas de s'opposer frontalement à Macron en dénonçant sa politique publiquement, en l'isolant dans l'opinion. Au lieu de cela, les directions syndicales se prêtent à nouveau au jeu de dupes du dialogue social, comme avant l'été. Elles se sont toutes rendues à la convocation de Macron les 12 et 13 octobre. L'objectif de celui-ci est de passer à la suite de son programme : les réformes du chômage et de la formation professionnelle... Pour le gouvernement le chapitre des ordonnances est clos.

Les directions syndicales entérinent la situation en participant à cette mascarade et en acceptant de fait de « passer à autre chose ». Assumant leur rôle de « partenaires sociaux », elles tentent d'effacer ce qui vient de se passer, de nier la contestation et la colère générée par ces attaques.

Le contentement de Philippe Martinez notamment, qui s'est affiché dans la presse avec un large sourire au côté de Macron, allant jusqu'à dire qu'il partageait le souci de ce dernier sur l'apprentissage des jeunes, a suscité la colère de bien des militants de la CGT s'attelant à poursuivre la construction de la riposte.

Le 16 octobre, c'était au tour des fédérations de fonctionnaires d'être reçues par Darmanin pour un « rendez-vous salarial ». Celles-ci sont ressorties « déçues », voire « insatisfaites » du ministre de l'action et des comptes publics qui maintient le blocage des salaires des fonctionnaires, après 6 ans de gel depuis 2010, et qui continue l'entre-

prise de démolition des services publics en organisant un vaste plan social !

Sans confrontation réelle, sans grève, il n'y a rien d'autre à négocier que recul sur recul. Il n'y a pas de « dialogue social », seulement le rapport de force entre les classes dans lequel le gouvernement, l'Etat, sert les prétendus « premiers de cordées », les actionnaires, les riches, qui parasitent le travail collectif. Ceux-là mêmes qui prônent l'austérité pour la population, assument avec cynisme les salaires mirobolants des hauts cadres, comme L. Parly, actuelle ministre des armées, qui a perçu plus de 52 000 € de salaire net mensuel à la SnCF, soit l'équivalent de 35 SMIC ! Macron a beau jeu de parler des privilèges des cheminots !

Pour imposer le retrait des ordonnances, c'est bien un mouvement d'ensemble qu'il s'agit de construire, alors que le gouvernement poursuit ses mauvais coups.

Une attaque majeure contre l'assurance chômage et la formation

Le gouvernement prévoit de réduire les cotisations chômage de 0,95 % en janvier 2018 avant de les supprimer en octobre et de financer l'assurance chômage par la CSG. Cela laisse craindre la mise en place d'un régime forfaitaire, identique pour tous, avec le versement d'une allocation misérable comme en Angleterre ou en Allemagne.

Ce sont les salariés et les chômeurs qui paieront le prix fort de cette réforme, dont l'objectif est de contraindre les travailleurs à prendre n'importe quel travail à n'importe quel salaire. Gattaz ne s'y trompe pas d'ailleurs, en réclamant un « *contrôle journalier des chômeurs* », contre ceux qui « *profitent du système* »... Et le même hurle au scandale quand il s'agit de contrôler un tant soit peu les patrons ou de leur appliquer un bonus-malus sur l'abus des contrats courts en CDD ! Même largement gâtés par le gouvernement, les patrons refusent toute contrainte. Le message est clair !

Pour faire passer la pilule, Macron annonce qu'il veut étendre l'indemnisation chômage à une partie des travailleurs indépendants et aux démissionnaires... Vues les sommes du surcoût annoncées (entre 8 et 14 milliards la première année d'après *Les Echos*), rien n'est moins sûr.

Sur la formation professionnelle et l'apprentissage, le gouvernement cherche clairement à adapter les futurs jeunes salariés aux besoins des entreprises comme le confirme Pénicaud : « *en France seuls 7% des 18-25 ans sont en apprentissage. Tous les pays qui ont vaincu le chômage de masse affichent un taux de 15 voire 20 %. Il faut changer notre paire de lunettes* ». L'objectif est de mettre la jeunesse au travail, avec un salaire de misère.

Pour cela, Macron a prévu soi-disant un budget de 15 milliards d'euros sur cinq ans afin de proposer une formation aux jeunes et aux chômeurs longue durée. Comme ses prédécesseurs, il annonce 300 000 personnes « vers l'emploi » d'ici 2022. A quelles conditions, quels salaires ? Avec la précarisation des CDI, les licenciements facilités, avec l'obligation d'accepter les emplois proposés, c'est la

précarité qui va encore augmenter, comme en Angleterre ou en Allemagne où ces réformes ont déjà été réalisées.

Défendre une politique de classe pour faire reculer Macron

Au travers des mobilisations en cours, l'urgence est de défendre une politique de classe, indépendante, qui refuse l'émiettement des luttes et cherche à construire un rapport de force global face au gouvernement. On ne peut lutter entreprise par entreprise pour défendre nos droits de travailleurs. Les quelques reculs du gouvernement sur certaines conventions collectives ne seront que de courte durée si la classe ouvrière ne trouve pas les voies et les moyens de riposter efficacement face à Macron.

Cela signifie prendre la mesure de l'affrontement à mener et se dégager de la glue du dialogue social.

Cela signifie aussi rompre avec toutes les illusions parlementaires, distillées en particulier par la France Insoumise et Mélenchon qui explique que seul existent « L'action populaire et les bulletins de vote », qui nie la division en classes sociales pour s'adresser au « peuple ». Tout en se prétendant très radicale contre le gouvernement, la FI se prête au jeu de la « bataille » des amendements parlementaires, de la prétendue « démocratie républicaine », comme s'il y avait autre chose à faire que rejeter la totalité des mesures du gouvernement.

Autour de nous, bien des discussions portent sur comment riposter, en mesurant la difficulté de mobiliser dans les entreprises. Le poids des défaites de ces dernières années pèse et les expériences comme le CPE, où la rue a pu faire céder le gouvernement sur une loi votée, date. Et ce n'est pas la politique des directions syndicales, tentant de négocier à la marge, en proposant des journées d'action saute-mouton sans aucune perspective, qui peut laisser penser qu'il est possible de gagner.

Cependant la colère et la révolte contre cette société, qui prend aux plus pauvres et arrose encore les plus riches, est forte. Le printemps dernier, des jeunes s'éveillant à la contestation et au combat de classe, des militants syndicaux encouragés par le dynamisme et la liberté de la jeunesse, sa soif de débat, se sont lancés dans la lutte et continuent à faire leur expérience.

Au travers de cette politisation qui s'opère, il s'agit de nous regrouper, au sein des syndicats, dans les collectifs de lutte, parmi la jeunesse, comme au sein du NPA, pour défendre une politique qui refuse le morcellement de la lutte, qui rompt avec le dialogue social, avec les institutions de la « République » et les marchands d'illusions, pour préparer l'intervention directe des travailleurs et de la jeunesse sur le terrain politique, dans la lutte de classe.

Isabelle Larroquet, Laurent Delage

Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière

A l'issue de l'ultimatum posé par Rajoy, le président du gouvernement catalan, Puigdemont, a répondu jeudi 19 que « *Si le gouvernement de l'Etat persiste à empêcher le dialogue et poursuivre la répression, le Parlement de Catalogne pourra procéder, s'il l'estime opportun, au vote d'une déclaration formelle d'indépendance qu'il n'a pas votée le 10 octobre* ».

A quoi Rajoy a répondu que « *le gouvernement continuera les démarches prévues par l'article 155 de la Constitution pour restaurer la légalité en Catalogne* », puisque, à son sens, Puigdemont n'a pas répondu à la question de savoir si, le 10, il avait ou pas déclaré l'indépendance. Le gouvernement espagnol se réunira samedi pour discuter des mesures à prendre...

Le premier fait semblant de ne pas répondre à l'injonction, tout en y répondant... Le second fait semblant de ne pas comprendre. Bien décidé à aller jusqu'au bout de ce qu'il appelle « restaurer la légalité », il poursuit l'escalade des « réponses » apportées à chaque étape de la crise : interdiction du referendum, répression sauvage du 1er octobre, ultimatum posé à Puigdemont après la mascarade de la fausse déclaration d'indépendance, menace de l'application du « 155 », arrestation de Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, respectivement dirigeants de l'ANC et d'Omnium cultural, deux organisations indépendantistes, lancement de la procédure de mise en œuvre du « 155 »...

Il est impossible de savoir comment va se terminer cet affrontement, qui va bien au-delà du jeu de poker-men-

teur auquel se livrent les gouvernements espagnol et catalan, et oppose des dizaines de milliers de manifestants indépendantistes et démocratiques aux forces de l'ordre massivement mobilisées par Madrid et aux nationalistes espagnols qui se mobilisent à leur tour.

Dans cet affrontement, nous sommes bien évidemment totalement solidaires de toutes celles et ceux qui se battent pour le respect de leurs droits démocratiques, le droit à l'autodétermination. Mais cette solidarité nous oblige à nous poser la question des perspectives politiques que porte réellement le mouvement indépendantiste catalan, de ses limites du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et des classes populaires.

Le vrai visage de l'indépendantisme à la Puigdemont

La politique menée par Puigdemont et les partis indépendantistes qui se partagent la majorité au parlement de Catalogne reposait sur le pari que face à la mobilisation massive des partisans de l'indépendance, le gouvernement central n'oserait pas répondre, par la répression, aux incartades du gouvernement catalan contre la constitution espagnole et qu'il serait alors possible de « négocier » des améliorations du statut d'autonomie.

Il voulait répondre ainsi aux attentes d'une frange de la bourgeoisie catalane, patrons d'entreprises locales qui voient dans les causes de leurs difficultés économiques le fait que les « richesses » de la Catalogne serviraient

à entretenir les régions pauvres de l'Espagne. Interrogé par La Dépêche (aout 2017), le patron d'une entreprise de services pharmaceutiques explique les raisons de son indépendantisme : « *La dépendance de Madrid est un boulet pour notre économie : la fiscalité est injuste, le droit du travail est obsolète et nos infrastructures sont mauvaises* ». Lorsqu'un patron, même catalan, dit que le droit du travail est obsolète, il y a tout à craindre que les « modernisations » qu'il a en tête n'aillent pas dans le sens des intérêts de ses travailleurs... Quant à la fiscalité, il précise : « *Chaque année 8 % de notre PIB disparaît [...] Je n'ai rien contre la solidarité nationale. Mais dans le cas de l'Espagne, ce n'est pas de la solidarité mais du gaspillage. Regardez le taux de chômage de l'Andalousie : il est entre 25 et 30 % depuis les années 80 malgré tout l'argent qu'ils reçoivent !* »

Quelle « république » ?

La Déclaration Unilatérale d'Indépendance lue par Puigdemont le 10 octobre avant d'être « reportée » dans les secondes qui ont suivi nous donne une idée du genre de république que la bourgeoisie catalane promet au reste du « peuple catalan ». On y apprend en introduction que « *La justice et les droits humains individuels et collectifs intrinsèques, fondements essentiels qui donnent la légitimité historique et la tradition juridique et institutionnelle de la Catalogne, sont la base de la constitution de la République catalane. La nation catalane, sa langue et sa culture ont mille ans d'histoire* ». Que « *Pendant des siècles, la Catalogne a été dotée et a bénéficié de ses propres institutions qui ont exercé l'autonomie avec plénitude, avec la Generalitat comme la plus grande expression des droits historiques de la Catalogne* »...

La suite est dans la même veine, creuse et pompeuse, mais le cadre est bien posé. Ce retour millénaire, c'est la référence à la Catalogne de la bourgeoisie marchande qui s'était enrichie à travers le commerce en Méditerranée, à l'instar de Venise et quelques autres, faisant de la Catalogne, effectivement, un des pays les plus avancés de l'Europe médiévale et des débuts de la Renaissance. Du moins pour ses classes dominantes, dont les touristes peuvent visiter les palais, les musées à la gloire de cette « Catalogne millénaire ». Beaucoup moins pour les exploités et les peuples dont ces bourgeoisies ont pillé le travail pour accumuler leur richesse, bâtir leurs palais et leurs cathédrales.

Le problème central du mouvement pour l'indépendance nationale de la Catalogne est là. Il masque les rapports sociaux, détourne la colère populaire du combat pour l'émancipation de classe vers l'impasse d'une illusoire émancipation nationale. Le fait qu'il soit porté par des foules immenses, généreuses, ouvertes, regroupant essentiellement la petite bourgeoisie intellectuelle, les étudiants qui croient trouver dans l'indépendantisme le moyen de sortir d'une société qui ne leur offre aucun avenir et qui, de surcroît, réprime leur droit légitime à parler leur langue, à vivre leur culture, à transmettre leur histoire, ne change rien à l'affaire.

Bien au contraire, c'est une impasse politique qui leur est proposée, une illusion entretenue par la démagogie du gouvernement catalan et par les puissantes organisations nationalistes, comme l'ANC et l'Omnium cultural, ou encore la CUP. Il n'y a aucune « fierté catalane » à tirer, pour les exploités d'aujourd'hui, les travailleurs de Catalogne, de ce « passé millénaire » que les indépendantistes voudraient prolonger aujourd'hui dans une illusoire « république catalane » qui croit cacher sa nature de classe derrière des formules grandiloquentes.

Alignement derrière l'indépendantisme ou indépendance de classe ?

C'est pourtant par un « *Vive la république catalane !* » que s'achevait la déclaration du Bureau exécutif de la 4^{ème} Internationale au lendemain de la journée de grève générale du 3 octobre. Les positions prises par ces camarades, d'autres au sein du NPA, du courant Anticapitalistas de Podemos s'inscrivent, avec des nuances, dans cette même logique : un soutien, certes critique à l'égard de Puigdemont et de la bourgeoisie catalaniste, mais s'alignant sans conditions sur le mouvement pour l'indépendance, pour l'institution d'une « république », le tout parfois baptisé « révolution démocratique ».

Quant à la classe ouvrière, elle est invitée à s'aligner derrière les revendications indépendantistes, comme en témoigne cet extrait d'un article écrit par un militant d'Anticapitalistas et intitulé : « *1er octobre : le jour qui ébranla la Catalogne et l'Espagne* ». Il écrit, à propos du mouvement : « *Du point de vue de sa composition sociale, comme cela a été largement commenté, sa base s'enracine dans les classes moyennes et la jeunesse [...]. Sa principale faiblesse est l'absence d'une partie de la base sociale de la gauche en direction de laquelle l'indépendantisme pur et simple n'a développé aucune politique active...* » La classe ouvrière se trouve ainsi reléguée, sans être nommée, au rang de « *base sociale de la gauche* », c'est-à-dire d'électeur. Et ce que ce camarade regrette c'est que « *l'indépendantisme pur et simple* » n'ait pas « *développé de politique active* » vis-à-vis de cette « *base sociale* » !

La « *principale faiblesse* » du mouvement est exactement à l'opposé : dans l'incapacité pour la classe ouvrière et ses organisations d'offrir à la révolte des « *classes moyennes et de la jeunesse* » une véritable perspective politique plutôt que de se fourvoyer dans une impasse dont les conséquences pourraient être dramatiques.

Les « leçons » de Trotsky sur l'Espagne et la Catalogne des années 1930

Cet alignement de la IV^{ème} internationale nous invite à revenir aux nombreux écrits de son fondateur sur l'Espagne révolutionnaire des années 30 (courriers militants, articles, livres...).

Trotsky ne se pose pas la question de la légitimité dans l'absolu des revendications d'indépendance de la Catalogne. Il se place du point de vue de la politique que doivent porter les « communistes » : affirmer leur soutien au droit

à l'autodétermination du peuple catalan si c'est une volonté majoritaire de ce peuple, tout en mettant en avant le mot d'ordre de constitution d'une « Fédération ibérique de républiques socialistes ». Ce qui est prioritaire, c'est le programme de la classe ouvrière, la révolution sociale, et la façon dont elle peut gagner à ce programme les autres couches sociales opprimées.

Pour Trotsky, la revendication d'indépendance de la Catalogne était « progressiste ». Elle répondait aux intérêts d'une bourgeoisie industrielle et d'une petite bourgeoisie dont le développement était freiné par la tutelle d'une Espagne encore semi-féodale. Mais le mouvement indépendantiste catalan, tout comme le reste de la bourgeoisie industrielle espagnole, était incapable de mener à bien sa révolution démocratique, tandis que la crise économique, sociale et politique à laquelle l'Espagne était soumise mettait à l'ordre du jour une révolution sociale, portée par une grande effervescence du mouvement ouvrier et de la paysannerie. Il existait, en Catalogne, au Pays Basque, dans les Asturies, etc. un véritable mouvement ouvrier, révolutionnaire, combatif, organisé dans des organisations de masse, luttant pour ses propres revendications de classe, parfois les armes à la main. La classe ouvrière de Catalogne, peu influencée par les thèses catalanistes, organisée à la CNT et à l'UGT, menait depuis des années des luttes violentes avec la bourgeoisie et les Etats aussi bien espagnol que catalan.

C'est cette réalité sociale et politique que Trotsky décrivait dès 1930 (Les tâches des communistes en Espagne), expliquant que le mouvement ouvrier révolutionnaire devait mettre à son programme, en plus de ses propres revendications, la résolution des tâches démocratiques, dont la question nationale qui concernait la Catalogne, mais aussi le Maroc, ainsi que la réforme agraire et la laïcisation de l'Etat. Et loin d'attendre que l'auto-organisation des masses émerge du « mouvement », il insistait pour que les militants communistes militent tout de suite pour la constitution de « conseils ouvriers ».

La démarche de Trotsky, qui s'appuyait sur ses propres thèses de la révolution permanente, était claire : lutte indépendante de la classe ouvrière de toutes les régions d'Espagne pour renverser le pouvoir de la féodalité et de la grande bourgeoisie aussi bien espagnole que catalane et instituer son propre pouvoir ; gagner, dans et pour cette lutte, l'alliance de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des peuples opprimés en mettant en avant la satisfaction de leurs revendications démocratiques, pour constituer une « Fédération ibérique de républiques socialistes » qui répondrait aux légitimes aspirations de chacun des peuples d'Espagne à parler leur langue, vivre leur culture, apprendre leur histoire... et en comprendre le contenu de classe !

C'est le combat qu'il allait mener, sans craindre d'être à contre-courant, pour tenter d'orienter la politique des militants de l'opposition communiste alors que commençait une période révolutionnaire qui allait passer par de multiples épisodes avant que Franco ne tente son coup

d'état de juillet 1936. Franco voulait ainsi mettre un coup d'arrêt à la révolution qui s'était déclarée depuis le début de l'année et que la république de front populaire récemment élue était incapable de contrôler. L'enjeu politique était concentré dans le slogan « *révolution sociale ou fascisme* » que portaient les militants révolutionnaires marxistes (trotskistes, POUM) et libertaires (CNT). Pour eux, la victoire contre Franco passait par la victoire de la révolution sociale.

Ils ont trouvé face à eux le PSOE, le PCE stalinien et les républicains aussi bien catalans qu'espagnols pour qui il fallait d'abord vaincre le fascisme, pour le « socialisme, on verrait plus tard »... Et c'est dans les rues de Barcelone, en mai 1937, que la révolution a été vaincue par les « républicains », avant que ces derniers, qui s'étaient ainsi coupés de leurs forces vives, ne soient écrasés par Franco moins de deux ans plus tard.

Le fascisme l'avait emporté mais derrière Franco, la Phalange, la liquidation de l'indépendance de la Catalogne, la répression terrible du mouvement ouvrier et démocratique qui a suivi, il y avait la victoire d'une classe sociale, la grande bourgeoisie espagnole. (Voir en fin d'article quelques liens vers des ouvrages sur la révolution espagnole)

80 ans plus tard, le monde a changé...

L'Espagne a profondément changé, elle est devenue un pays totalement intégré au monde capitaliste. Un de ses patrons est classé parmi les 8 personnes les plus riches du monde. Son agriculture s'est industrialisée... En Espagne le capitalisme règne partout en maître même si son degré de développement, de rentabilité, n'est pas le même selon les « autonomies ». Les relations entre l'Etat central et la Catalogne ne se posent plus dans les mêmes termes qu'en 1930. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'émanciper d'une tutelle semi-féodale, mais de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre un Etat central considéré comme facteur d'injustice, d'inégalités entre autonomies, de « gaspillages »...

La révolte catalane est une nouvelle expression du rejet de cet Etat, de ce « régime de 78 », de sa politique entièrement vouée aux intérêts de la grande bourgeoisie, par une large fraction de la population, du monde du travail. Ce régime, la royauté constitutionnelle en vigueur actuellement en Espagne, est née en 1978, à la mort de Franco, à l'issue d'une « transition » réalisée par le parti de droite issu du franquisme, main dans la main avec le PSOE, le Parti communiste espagnol et Juan Carlos, le roi désigné par Franco. Ce processus consistait en une restauration de la royauté, qui avait été abolie en 1931, au début de la période révolutionnaire. Alors que la mort de Franco avait suscité l'immense espoir populaire que les comptes seraient réglés avec ces années de dictature, que l'on allait voir renaître cette république liquidée par Franco, la transition assurait en fait l'impunité des crimes du franquisme, le recyclage de ses cadres politiques dans ce qui deviendra le Parti Populaire, la restauration de la royauté...

Tout comme De Gaulle en France à l'issue de la 2ème guerre mondiale, main dans la main avec la SFIO et le PCF,

avait assuré en douceur la « transition » du régime de Pétaïn à la IV^{ème} république en gardant à quelques exceptions près le même appareil d'Etat, la « transition » espagnole de 1978 assurait et assumait aussi, à travers la droite réactionnaire dont l'héritier est aujourd'hui le Parti Populaire, une continuité de l'Etat espagnol, franquisme inclus.

Cette « transition » est en crise depuis plusieurs années. Mais, tant sur le terrain des droits démocratiques que sur celui des droits sociaux, la réponse ne pourra venir que de la capacité des travailleurs à unifier le mécontentement pour renverser le régime.

Avec la mondialisation, les grandes institutions financières se sont affranchies des frontières et s'imposent à l'ensemble du système capitaliste, ainsi qu'aux Etats. On en a eu une démonstration en Grèce avec le dictat imposé à Tsipras par les serviteurs de la finance mondialisée que sont l'UE, la BCE et le FMI. On vient d'en avoir une nouvelle avec le départ de Catalogne des sièges financiers de bon nombre de grandes banques et entreprises, comme CaixaBank. Les travailleurs de Catalogne comme d'ailleurs continueront à leur fournir la plus-value de leur travail, mais les impôts qu'elles paieront n'iront pas dans les caisses de la république catalane, si elle voit le jour, mais continueront de tomber dans celles de l'Etat espagnol. Ainsi s'achève le rêve illusoire de la bourgeoisie indépendantiste de « *la région la plus riche d'Espagne* »...

Rajoy, en bon serviteur de la finance mondialisée, tout en matraquant les masses en révolte, veut maintenant faire manger leur chapeau aux dirigeants de l'Etat catalan, tout comme l'UE, la BCE et le FMI ont fait manger son chapeau à Tsipras, et pour les mêmes raisons : montrer à tous qui sont les véritables maîtres du monde, la finance mondialisée et les Etats qui la servent.

Tout cela a nettement refroidi les enthousiasmes indépendantistes de toute une partie de la bourgeoisie catalaniste, qui a compris que « leur » république ne verra très probablement pas le jour. Puigdemont, son représentant, jongle avec des formules emberlificotées pour tenter vainement de ne pas perdre la face devant son électorat. Mas, son prédécesseur, a déjà tranché, il faut accepter le dictat de Madrid, ensuite on essaiera de trouver des arrangements, entre gens responsables. Les organisations indépendantistes autour desquelles se rassemble le mouvement populaire pour l'indépendance, poursuivent, elles, les appels à manifestations, exigent la libération des leaders indépendantistes emprisonnés, la déclaration d'indépendance tout de suite, la mise en route d'un processus constituant...

... mais pas la nécessité de défendre, plus que jamais, l'indépendance de classe des travailleurs

L'escalade politique et répressive du pouvoir central, qui exacerbe en retour les mobilisations populaires, est un choix délibéré de l'Etat espagnol. Il veut aller jusqu'au bout d'un affrontement qu'il sait inévitable avec des classes populaires poussées à la révolte par la crise, le chômage, les reculs démocratiques, l'arbitraire, la corruption qui

s'affiche au sommet du pouvoir (y compris en Catalogne, cf. l'ancien président indépendantiste Mas...), les inégalités sociales qui touchent toute la société.

Cette colère s'était exprimée dans la rue dans toute l'Espagne avec le mouvement des Indignés, puis dans les urnes avec Podemos. Elle a pris aujourd'hui la forme de la crise catalane, qui fédère toute une vague de solidarité qui dépasse largement les milieux indépendantistes et la Catalogne elle-même. La crise catalane constitue ainsi un nouveau point de fixation de la contestation sociale en Espagne, ce qui rend le pouvoir central d'autant plus déterminé à le vaincre. Il peut compter, dans cette tâche, sur le soutien entier de l'UE et des Etats européens, tout comme du PSOE et de Ciudadanos.

Quelle que soit l'issue de l'affrontement qui se prépare, et qu'il ait lieu ou pas, rien ne sera réglé des causes profondes de cette crise, qui vont bien au-delà des relations entre deux Etats et trouvent leur origine dans les rapports sociaux d'une société plus que jamais divisée en deux classes aux intérêts diamétralement opposés et où les frontières sont devenues définitivement obsolètes, sinon pour les intérêts de certains capitalistes.

La classe ouvrière se trouve certes aujourd'hui désarmée, désorganisée par des années de recul du mouvement ouvrier, de collaboration de classe, au point que toute une partie du mouvement révolutionnaire l'a rayée non seulement de son vocabulaire, mais aussi de ses raisonnements. Elle n'en constitue pas moins toujours la seule classe capable de porter par ses mobilisations, son organisation, la seule issue possible à une crise dont la situation en Catalogne n'est qu'une expression particulière. A condition que le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire, tirant de nouvelles leçons d'Espagne, renoue avec les principes de la lutte des classes, du marxisme, sans craindre d'aller à contre-courant de mouvements comme ceux de la jeunesse catalane. Ce qui n'empêche en aucune façon de se montrer solidaire de ses aspirations, solidaires face à la répression. La question n'est pas de s'adapter, mais de tenter de trouver, dans ce mouvement, par le débat démocratique, une voie pour que se reconstitue une conscience de classe, pour que la classe ouvrière retrouve sa place à la tête du combat pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

Trotsky fixait à la révolution espagnole qui se préparait en 1930 l'objectif de constituer une « Fédération ibérique des républiques socialistes » comme structure permettant à chaque peuple vivant dans la péninsule ibérique de trouver sa place. Le cadre de l'Espagne est aujourd'hui dépassé. C'est dans le cadre d'une « Europe socialiste des travailleurs et des peuples », débarrassée de l'exploitation, que les prolétaires, qu'ils soient ou non catalans, basques ou andalous pourront coopérer au bien-être et à l'épanouissement de toutes et tous.

Daniel Minvielle

Trotsky : Leçons d'Espagne : dernier avertissement
Félix Morrow : Révolution et contre révolution en Espagne
Pierre Broué : La révolution espagnole 1931-1939

Changer le monde, est-ce possible ? Ou la courbe du développement de la révolution...

Le monde d'aujourd'hui apparaît sous la forme d'un gigantesque conflit entre les progrès réalisés dans tous les domaines, les aspirations nouvelles qu'ils suscitent, nourrissent, renforcent, et la violence économique, sociale, morale, policière, militaire qui régit les rapports sociaux, les rapports entre les classes et les peuples.

Ce conflit est extrêmement destructeur sur tous les plans.

Il est l'expression de la contradiction entre la socialisation et l'internationalisation croissante de la production, des échanges et la propriété privée capitaliste, financière.

Cette contradiction est de plus en plus brutale, flagrante pour le plus grand nombre mais cet ordre des choses ou plutôt ce désordre des choses semble incontournable tout au plus serait-il possible d'en diminuer les effets destructeurs, les ravages.

Les propagandistes au service du capital subjuguent les cerveaux par la violence même de leur système manipulant les consciences dominées par l'instant, sans autres perspectives que de trouver des expédients pour tenter de se protéger à défaut d'imaginer, d'entrevoir une issue. Enfermées, piégées dans les difficultés, les inquiétudes, les angoisses voire les désespoirs engendrés par le système, les consciences deviennent des proies pour les démagogues d'extrême-droite quelle que soit leur religion.

Les luttes, les résistances collectives du prolétariat se heurtent aux limites des luttes défensives face à une classe dominante qui a l'initiative et tient les commandes.

Les drames et les défaites du passé obscurcissent l'horizon, les idées du socialisme et du communisme ont été vidées de tout contenu démocratique, libérateur, la possibilité de changer la société apparaît le plus souvent au mieux comme une utopie, un rêve irréalisable.

Le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire reste lui-même prisonnier de ce passé, sans réussir à exprimer les colères et les aspirations du plus grand nombre, à leur donner une perspective crédible, trop enfermé dans la reproduction des formules du passé.

Et pourtant, jamais dans toute l'histoire humaine, les possibilités de changer le monde n'ont été aussi grandes. L'impasse dans laquelle les classes dominantes engagent la société en sont une démonstration, en négatif, celle de leur incapacité à faire face à l'évolution de la société, au progrès créé par le travail humain, à répondre aux aspirations qu'ils engendrent qui remettent en cause des bases de sa domination, la propriété privée et l'État.

Les classes dominantes en ont confusément, de façon réflexe, conscience en menant une offensive idéologique, politique, légale et juridique contre les droits démocratiques, pour revenir en arrière, tenter vainement d'empêcher le mouvement qui révèle leur parasitisme et leur archaïsme.

Ce qui manque, c'est la conscience des possibilités objectives d'ouvrir une autre voie de développement à la société humaine, le socialisme et le communisme, l'expression organisée de cette conscience, un parti, un mouvement démocratique et révolutionnaire.

Changer le monde n'est pas une question de volontarisme moral, d'optimisme ou de pessimisme, de degré de révolte mais de compréhension des changements du monde qui en appellent de nouveaux, des mécanismes qui les engendrent, des voies et moyens de l'action collective des hommes pour faire l'histoire, de la continuité des processus révolutionnaires...

Si l'évolution des luttes de classes n'est pas mécaniquement calquée sur la marche cyclique du capitalisme, toutes les deux se combinent pour écrire les périodes et époques de l'histoire. C'est dans cette combinaison que s'écrit le futur des luttes de classe, que se poursuit la courbe du développement de la révolution...

Evolution économique et sociale, conscience et lutte de classe...

La propagande officielle des États, les mises en scène orchestrées par les médias tenus par les grands groupes financiers dominent la vie politique internationale donnant le tableau d'une agitation désordonnée, hystérique, obéissant à des logiques d'affrontements personnels comme si l'évolution de la société dépendait des dirigeants de ce monde. Elle obéit en fait à des évolutions et des mécanismes bien plus profonds.

L'ensemble de la vie sociale et politique est conditionné par les transformations économiques en œuvre, à la fois par les moyens, les méthodes utilisées pour les réaliser et par leurs résultats, leurs conséquences, processus dynamique, terrain sur lequel les hommes font, plus ou moins consciemment, leur histoire.

« Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, écrivait Marx en 1859 dans la préface de La critique de l'économie politique, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction

avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine. »

Aujourd'hui, tous les vieux rapports politiques et sociaux sont bouleversés. De nouvelles forces travaillent la société en profondeur au point que le sol se dérobe sous les pieds des vieux partis et des appareils dont les discours sont dépassés, sans rapport avec la réalité nouvelle. Leur propre réalité se transforme à leur insu, emportés dans une dynamique qu'ils ne maîtrisent pas parce qu'ils ne peuvent la comprendre, aveuglés qu'ils sont par les besoins de justifier ou de camoufler leurs propres erreurs et incompréhensions, leur duplicité et leurs mensonges.

Les rapports sociaux fondés sur la propriété privée capitaliste sont incapables de contenir et de maîtriser le développement des forces productives. Les conditions d'une

nouvelle organisation sociale, « *de rapports de production nouveaux et supérieurs* » existent et bousculent tous les vieux rapports sociaux et politiques.

Les classes dominantes répondent par une offensive réactionnaire, au sens strict du terme, la volonté de revenir en arrière face à un avenir qui menace leur pouvoir. Elles mènent une offensive en règle contre la classe des salariés désarmée parce que leurs organisations, dominées par l'esprit de conciliation, anesthésiées, n'ont rien su anticiper et sont devenues les jouets de la situation et, en conséquence, de leurs adversaires. Le mouvement ouvrier est sans ressort parce qu'il est dominé politiquement et moralement par le patronat qui a toutes les cartes du jeu en main.

Il n'est pas possible de résister sans comprendre la logique des rapports économiques et sociaux qui déterminent les comportements des États et des gouvernements comme des nouveaux maîtres du monde, les multinationales et les groupes financiers qui les soumettent à leurs intérêts. C'est là la condition pour que le mouvement ouvrier reprenne l'initiative.

Le socialisme et le communisme, enfants de la révolution industrielle

L'économie de marché, contrairement à ce qu'affirment les idéologues bourgeois, n'est ni un choix de société ni « naturelle », elle est un rapport entre les classes qui s'est forgé à travers les transformations économiques et sociales qui ont jalonné l'histoire du capitalisme. Le capitalisme industriel est apparu à partir du XVIII^{ème} siècle quand l'évolution des techniques a permis une concentration de la production dans des manufactures, puis des usines. Dans le même temps que les détenteurs de capitaux investissaient pour développer la production de marchandises, ils donnaient naissance, par la ruine des petits producteurs, à une nouvelle classe qui ne possédait rien d'autre que sa force de travail. Ce prolétariat n'avait d'autre source de revenu que la vente de sa force de travail aux capitalistes qui achetaient le droit de l'exploiter pour le prix du salaire.

Cette évolution ne fut en rien pacifique. C'est à travers la violence et la barbarie des classes dominantes que le progrès a trouvé un douloureux chemin. Son arène était mondiale, et le capitalisme s'est toujours accommodé de toutes les formes d'exploitation du travail humain, y compris les plus barbares comme l'esclavage, ainsi que de toutes les formes de pillage des richesses.

Le développement capitaliste s'est fait à travers les crises, les révolutions, les guerres qui rythment les grandes périodes de l'histoire, conditionnées quant au fond par ce qui détermine la marche générale de la société, l'évolution des techniques.

Le capitalisme industriel est né d'une grande révolution technologique qui permit de produire et de transmettre l'énergie partout, permettant la construction d'usines rassemblant des centaines d'ouvriers, la machine à vapeur.

Une nouvelle classe dominante s'imposait dans la pratique, l'industrie, comme dans le domaine des idées qui

justifiaient son droit et ses prétentions à diriger la société. Les idées de cette classe nouvelle affirmaient la propriété comme condition du bonheur de l'individu et de la communauté. Le bien, c'est la propriété bourgeoise, le mal, tout ce qui lui nuit !

Cette pensée moderne au sens où, à l'époque, elle contestait les privilèges des vieilles classes féodales et aristocratiques, enfanta les Droits de l'homme qui prétendaient garantir les droits de l'individu dans la collectivité, droits qui apparaissaient sous la forme des droits de la propriété privée, c'est-à-dire qui faisaient de la défense des intérêts des classes privilégiées un principe universel.

Cela ne s'accomplit pas seulement par une révolution technique mais il fallut une vaste et profonde révolution politique et sociale qui s'accomplit sur plusieurs siècles et connut son apogée dans la révolution française de 1789 à 1793 dont l'onde de choc secoua toute l'Europe et au delà. Ses effets perdurèrent tout au long du XIX^{ème} siècle, 1830, 1848, période de bouleversement et d'effervescence dans tous les domaines de l'activité humaine, bouleversements sociaux, politiques, intellectuels dont sont nées les idées formulées par Marx et Engels.

« L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque; que par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx. » écrivait Engels, en 1883 à propos du Manifeste du Parti communiste. Leur deuxième grande découverte est celle de l'origine de la plus-value, la mise à nu du rapport d'exploitation.

Le développement de la lutte de classes au long du XIX^{ème} siècle déboucha sur la Commune de Paris de 1871. Pour la première fois de son histoire le prolétariat conquit le pouvoir, l'exerça durant 72 jours, réalisant dans les actes la forme de sa dictature démocratique, l'Etat-Commune, ébauche des soviets.

1871 est une date charnière. La révolution bourgeoise a épuisé ses forces, les classes dominantes craignent trop la classe nouvelle, leurs « fossoyeurs », et composent avec les vieilles classes aristocratiques ou des grands propriétaires féodaux par ailleurs incapables de s'opposer à l'expansion capitaliste. Dorénavant, il appartiendra au prolétariat de débarrasser la société de ces vieilles classes parasites tout en remettant en cause le capital.

La répétition générale de cette future révolution se déroule en Russie en 1905.

De la deuxième révolution industrielle à... la vague révolutionnaire de 1917

Cette nouvelle révolution fut en gestation tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, période à travers laquelle le capitalisme évolua pour passer à son stade impérialiste.

La révolution industrielle avait accéléré les progrès techniques, une mondialisation toujours plus grande, c'est-à-dire une division mondiale du travail sans cesse plus élaborée et avec un réseau toujours plus dense de flux et d'échanges qui rattachaient chaque partie de l'économie mondiale à la domination des grandes puissances dominées par l'Angleterre.

Ce développement de l'industrie sans précédent ne trouvait pas un marché à sa mesure.

En Allemagne, comme aux États-Unis, l'industrie lourde marqua un recul après la forte progression des chemins de fer de la période précédente. Le capital cherchant à maintenir son taux de profit se lança alors dans la spéculation effrénée... jusqu'au krach de 1873 entraînant l'effondrement boursier en Allemagne, ainsi que faillites de banques et de sociétés de chemin de fer. L'Angleterre, qui était jusqu'alors « l'atelier du monde », fut entraînée dans la tourmente faute de débouchés pour ses marchandises, du fait de la concurrence de la France et de l'Allemagne.

Ce fut le début de la « grande dépression », qui dura pendant plus de 20 ans.

Le marasme économique mettait la question sociale au premier rang des problèmes politiques. Les masses se faisaient menaçantes. Il fallait réagir, trouver une issue. Cette issue, ce fut l'impérialisme.

Durant ces 20 ans, la crise fut un moyen de concentration formidable de l'industrie comme de la banque. Les trusts se constituèrent, les banques suivirent le même chemin.

Les banques fusionnèrent avec le capital industriel, et purent investir massivement dans la production pour faire tourner à plein régime la machine à profit. Ce fut la naissance du capital financier, qui allait s'emparer des découvertes technologiques pour développer les secteurs industriels et augmenter le taux de profit.

Ces nouvelles industries se développèrent avec une productivité accrue, en appliquant par exemple les méthodes de l'organisation scientifique du travail de Taylor qui consistaient à décomposer le travail en tâches élémentaires.

Ce fut la deuxième révolution industrielle.

L'exploitation du pétrole et la mise au point du moteur à explosion, l'utilisation de l'électricité comme source d'énergie dans l'industrie avec l'invention du moteur électrique, la révolution dans la sidérurgie avec l'acier, la naissance de l'industrie chimique, l'extension du chemin de fer dans le monde entier, la construction du métro dans

les grandes villes, l'automobile, puis l'avion, bouleversèrent la société.

L'oligarchie financière concentra entre ses mains des masses de capitaux qui s'investissaient autant dans les projets industriels que dans les prêts aux États. L'exportation des capitaux vers les colonies ou d'autres pays devint une activité particulièrement lucrative.

Les trusts, étouffant dans le cadre d'un marché national trop étroit, entrèrent dans une concurrence internationale acharnée pour trouver de nouveaux marchés, pour piller les matières premières à travers toute la planète et aussi pour trouver de nouveaux débouchés pour exporter leurs capitaux.

Les États se lancèrent dans la conquête coloniale. En une dizaine d'années, le monde se trouva partagé entre les grandes puissances, principalement la France et l'Angleterre, qui se taillèrent d'énormes empires en Afrique et en Asie, constituant des territoires protégés par des barrières douanières, véritables chasses gardées pour les trusts nationaux.

La Première guerre mondiale fut l'aboutissement de cette folle débauche impérialiste.

La contradiction entre le développement des forces productives, la socialisation et l'internationalisation de la production, et les rapports de propriété explosait dans une conflagration inouïe détruisant d'immenses richesses comme des millions de vies humaines.

De cette terrible conflagration naquit la vague révolutionnaire dont la révolution d'Octobre fut le point culminant.

Lénine écrivait en 1920 : « *l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale* ». A travers ce que l'on a appelé la première mondialisation, les conditions matérielles et aussi sociales et politiques d'une nouvelle révolution avaient mûri. Malheureusement, les forces révolutionnaires n'étaient pas assez puissantes pour poursuivre jusqu'au bout le travail engagé par la révolution russe, liquider les vieilles classes qui réussirent à reprendre la main sur la marche de l'économie mondialisée, vers... une nouvelle crise et une nouvelle guerre.

Malgré la contre-révolution stalinienne, la révolution poursuit son œuvre...

La première guerre mondiale n'avait rien réglé, bien au contraire. Après le reflux de la vague révolutionnaire, toutes les tensions sociales et les rivalités inter-impérialistes furent exacerbées. La jeune nation-continent américaine, dans l'euphorie de l'issue de la Première guerre mondiale qui avait affaibli ses rivales européennes et dopé son économie, se lançait dans une folle et fébrile poussée de libéralisme qui, en quelques courtes années, se brisa sur les frontières que les vieilles nations coloniales avaient hérisées pour protéger leur territoire économique.

L'ivresse spéculative de la jeune bourgeoisie qui voyait le monde s'ouvrir à elle, la mit KO. Elle entraîna les autres nations dans une crise mondiale sans précédent. Il n'y eut

pas d'autres issues pour les classes dominantes qu'une nouvelle guerre.

Le prolétariat désarmé par la contre-révolution stalinienne après la faillite de la social-démocratie et brisé par le fascisme ne put empêcher cette marche à l'abîme.

Au lendemain de cette folie guerrière, les USA imposèrent leur leadership au monde entier.

Les peuples coloniaux, que les grandes puissances avaient entraînés dans leur guerre, redressèrent la tête pour trouver le chemin de leur émancipation nationale contre des bourgeoisies et des États déconsidérés en bénéficiant de l'existence de l'URSS. La bureaucratie, tout en défendant ses propres intérêts, représentait un encouragement et une aide aux luttes de libération nationale.

Si le prolétariat désarmé par le stalinisme ne put prendre la tête de cette nouvelle vague révolutionnaire celle-ci allait cependant bouleverser la face du monde alors que les USA s'imposaient comme première grande puissance sur laquelle reposait le nouvel ordre mondial. La fin des empires coloniaux ouvrit la porte à la libre concurrence globalisée.

Cette période de reconstruction économique et de guerres coloniales, improprement appelée « Les trente glorieuses », accoucha d'une nouvelle crise à la fin des années soixante.

Dès la fin des années 70, sous la houlette des Etats-Unis et de leur alliée la Grande Bretagne, s'ouvre une nouvelle phase, celle de l'offensive libérale. Commence la deuxième mondialisation en réponse à la baisse du taux de profit qui voit le capitalisme s'imposer comme mode de production international atteignant les limites de la planète.

La fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie sous le poids de ses propres contradictions, accéléra le processus.

L'euphorie libérale et impérialiste l'emporte durant les années Bush, le capitalisme triomphe à l'échelle de la planète mais le mythe de « la fin de l'histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité du nouvel ordre mondial.

La deuxième mondialisation, une nouvelle révolution industrielle

« *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Sous le fouet de la concurrence qui les oppose, les capitalistes sont entraînés dans une course en avant incontrôlée pour conquérir de nouveaux marchés, baisser les coûts... Obligés d'investir, ils cherchent à compenser ces dépenses en renforçant l'exploitation. Les progrès de productivité sont accompagnés d'une stagnation de la consommation, voire d'un recul, d'où les crises, la marche anarchique et cyclique du capitalisme.

Cette marche cyclique n'est pas une simple reproduction, chaque crise et les réponses qui lui sont apportées bouleversent et transforment les rapports de production. Le

capitalisme conquiert de nouveaux marchés, développe les rapports d'exploitation, le salariat, étend son mode de production à la planète entière jusqu'à ce que rien ne lui échappe, que chaque parcelle de travail humain participe à ses profits. Il se heurte alors à ses limites, la propriété privée devient un carcan insupportable face au développement des techniques, à la révolution numérique.

Il cherche désespérément des remèdes, liquide toutes les barrières qui s'opposent à la libre circulation des capitaux et des marchandises, crée un vaste marché financier unifié. Cela a entraîné un développement de la sphère financière sans précédent dans l'histoire.

Mais cette sphère financière n'est pas suspendue en l'air, elle ne parasite pas l'économie capitaliste comme un corps étranger, elle est née de la logique même de l'économie de marché, elle prend ses racines dans la base même de l'économie capitaliste, dans l'exploitation du travail humain.

La libre circulation des marchandises et des capitaux, c'est aussi la libre circulation des travailleurs, des hommes et des femmes que le capitalisme a lui-même mis en concurrence à l'échelle mondiale. Le drame des migrants est l'expression brutale et barbare de cette contradiction entre la production et les échanges mondialisés et la survivance de la propriété privée et de ses garants, les États nationaux.

La généralisation de l'économie de marché à l'ensemble du globe, la mondialisation libérale et impérialiste, sape la base même de la domination des classes capitalistes.

Tournant dans la mondialisation, la révolution en permanence...

La folle fuite en avant de l'économie d'endettement généralisé et de spéculation a débouché sur la grande crise de 2007-2008. La suraccumulation de capitaux qui ne trouvaient plus de quoi satisfaire leurs appétits insatiables, a entraîné à travers la ruine de millions de petits propriétaires une dépréciation globale de ces capitaux, ruines, faillites, crise financière mondialisée... Le système a tremblé jusque dans ses fondations. Les États ont investi des milliards pour colmater les brèches, éviter l'effondrement du château de cartes en faisant payer les populations par les politiques d'austérité et en relançant la machine à profits par une offensive, elle aussi mondialisée, contre les travailleurs et les peuples.

Ce faisant ils préparent le prochain épisode aigu de la crise chronique du capitalisme libéral et impérialiste.

Dans son dernier rapport sur la stabilité financière, le Fonds Monétaire International s'inquiète du poids des dettes, privées et publiques pour mettre en garde sur les risques d'une nouvelle crise financière majeure. Alors que les places financières connaissent des sommets...

C'est une conséquence directe de la crise de 2008. Pour soutenir les banques, puis l'économie en général, les banques centrales, la FED aux États-Unis, comme la Banque Centrale Européenne, ont pratiqué ce qu'on appelle une politique monétaire accommodante. Autrement dit, elles

ont massivement injecté de l'argent dans le système. Pour le FMI, cet « *appui monétaire prolongé pourrait favoriser une accumulation des excès financiers* ».

Pour les pays du G20, ces dettes cumulées dépassent les 135 000 milliards de dollars. Plus de deux fois leur PIB. Un niveau d'endettement qui rend les États très sensibles à une hausse annoncée des taux d'intérêts.

Le FMI s'inquiète tout particulièrement de la Chine. En raison de la dette chinoise, mais aussi de son secteur financier, qui semble échapper à tout contrôle. Un secteur financier, dit le FMI, dont l'ampleur, la complexité et la croissance laissent entrevoir des risques élevés pour la stabilité financière. Les actifs des banques chinoises représentent désormais 310 % du PIB. Un poids auquel il faut ajouter le développement d'une finance de l'ombre.

« *Si rien ne change, nous allons revivre la crise de 2008* » dit le FMI. Pas 2008 mais pire encore, à un niveau supérieur.

Et la seule chose qui puisse changer quoi que ce soit est l'intervention des travailleurs pour contester radicalement la politique de l'oligarchie financière et des États en exigeant que les richesses qu'ils produisent soient réparties et investies pour répondre aux besoins de la population contre les intérêts d'une minorité de parasites en remettant en cause leur pouvoir pour postuler à diriger la société.

Reprenons une partie de la citation de Marx faite plus haut : « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société* ». Force est de constater que jusqu'alors, le capitalisme pouvait encore développer les forces productives, même si le prix à payer par l'humanité a été exorbitant. Les échecs du passé, l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée la révolution d'aller jusqu'au bout de son œuvre renvoie bien plus à la faiblesse des conditions objectives, qu'aux faiblesses de ceux qui lui ont consacré leur vie et encore moins à la faiblesse de la théorie du communisme élaborée par Marx et Engels.

Il est probable qu'aujourd'hui le capitalisme ait atteint ses limites historiques, en tout cas, il est certain que les conditions matérielles pour sa transformation révolutionnaire sont infiniment plus développées qu'il y a un siècle.

Ce processus de transformation révolutionnaire est bel et bien engagé même si les classes dominantes occupent la scène.

La révolution fait son œuvre à bas bruit, elle n'est pas un mythe ou une mystique, celui ou celle du grand soir, elle est un processus à l'œuvre constamment au cœur de l'activité sociale, des évolutions des rapports entre les classes dans leur diversité, leur complexité. Elle est le produit du travail quotidien de millions de femmes et d'hommes pour produire leurs moyens d'existence, pour améliorer

leur vie, s'approprier les moyens matériels mais aussi les moyens intellectuels, moraux de vivre mieux. Elle est la confrontation permanente entre ces besoins humains du plus grand nombre, éveillés et renforcés par les progrès, et la volonté des classes dominantes de défendre leurs privilèges archaïques, une volonté de pouvoir sans limite, une folie qui menace la planète et met en péril l'Humanité.

« *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal d'après lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* » écrivaient Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*.

Lutter pour être acteur de ce mouvement, c'est d'abord et avant tout en prendre conscience, partager cette conscience, la démultiplier en l'enrichissant des expériences des autres par l'échange, la confrontation, la culture, c'est se dégager des préjugés, de l'emprise morale des classes dominantes, de leurs idéologues, prêtres ou imans, de tous leurs chants, travail, famille, patrie... C'est développer une pensée démocratique et révolutionnaire, voir dans les luttes et résistances quotidiennes le matériel inflammable, l'énergie des transformations révolutionnaires.

Nous ne pouvons jouer un rôle dans les processus révolutionnaires à venir que si nous avons la volonté d'en être leur expression consciente et organisée.

« *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux,*

mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. [...] C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours en pensée dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que lorsqu'il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière. [...] La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de reminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX^e siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase ».

Ces mots de Marx dans le *18 Brumaire de L. Bonaparte* résonnent avec particulièrement de force aujourd'hui.

Yvan Lemaitre